

Quand les croyants trouvent porte close :

Politique globale de confinement spirituel et réactions religieuses

Blandine CHELINI-PONT

In *COVID -19, Vers la Société Internationale du Risque*, François Mabilie (ed.) L'Harmattan, Novembre 2020, pp. 117-127

La prévalence de la socialité religieuse dans le processus épidémique a été une constante dans l'histoire humaine : citons l'exemple bien étudié de la pandémie de choléra de 1865, causée par la transhumance des pèlerins de la Mecque.¹ Cette prévalence a été prouvée par des études récentes menées sur le plus grand rassemblement religieux d'Afrique de l'Ouest, le pèlerinage annuel du Grand Magal de Touba au Sénégal, qui existe depuis 1928. Ce pèlerinage est le principal foyer de propagation du paludisme et d'autres infections respiratoires et gastro-intestinales au sein de l'espace confrérique mouride². Le risque occasionné par la pratique religieuse, s'est trouvé soudainement maximal en ce printemps 2020, au regard des grandes fêtes religieuses monothéistes qui allaient s'y succéder, avec un calendrier bien chargé concernant potentiellement quelques 4, 3 milliards d'êtres humains. Entre février et mai, ce sont les fêtes juives de Pourim (9-10 mars) Pessah (8 avril -16 avril) et Chavouot (28-30 mai), les fêtes chrétiennes, décalées entre occidentaux et orthodoxes-orientaux, du Carême (février-mars), de la Semaine sainte (début avril), de Pâques et de Pentecôte (mi-avril et fin mai) et enfin le long mois du ramadan musulman avec ses rassemblements quotidiens (23 avril-23 mai), qui se clôture par la fête de l'Aïd (23-24 mai).

Or, les temps religieux festifs mêlent invariablement les rites et rituels collectifs avec les réjouissances familiales/amicales sur lesquelles se greffent souvent d'autres réjouissances de rue, toujours très appréciées. Entre les rassemblements ponctuels, habituels et festifs, partout dans le monde les regroupements de fidèles ont été considérés comme des foyers opportunistes d'infection et de propagation par la promiscuité et le brassage des foules. Et de fait, chaque jour à partir du mois de mars, la presse mondiale a fait état de fermetures volontaires de bâtiments religieux, à l'exemple du fameux temple Wat Sothon de la province de Chachoengsao en Thaïlande, à cause de la contamination de son abbé et de sa femme.³

Face à la multiplication des foyers et au risque de propagation, l'accès aux lieux de culte ou de pèlerinage a donc été rapidement régulé, voire proscrit dans la plupart des Etats, sur le

¹ CHIFFOLEAU S., « Des pèlerins et des épidémies. Recomposition des flux dangereux sur la mer Rouge et le Golfe », (Pilgrims and Epidemics. Reorganising "Hazardous" Flows on the Red Sea and the Gulf), *Arabian Humanities*, 2016, n° 6. MISHRA S., *Pilgrimage, Politics, and Pestilence. The Haj from the Indian Subcontinent, 1860- 1920*, Oxford University Press, 2011.

² <https://theconversation.com/senegal-les-risques-sanitaires-du-plus-grand-rassemblement-religieux-de-lannee-128750>

³ <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1881450/wat-sothon-in-chachoengsao-closed-on-covid-19-fears>

modèle de ce qui s'était produit en 2014, quand l'Arabie saoudite a suspendu le pèlerinage du Haj pour éviter la propagation du MERS-Cov et potentiellement du virus Ebola alors actif en Afrique de l'Ouest.

Outre le transfert consécutif et absolument spectaculaire, de la pratique et du lien religieux dans le numérique, outre l'extraordinaire créativité dont les croyants ont fait preuve partout pour continuer d'alimenter leur feu spirituel et pallier leur besoin d'être ensemble, outre la mobilisation envers les victimes physiques ou morales, de milliers d'acteurs religieux, individuels et associatifs, mus par une solidarité remarquable, la pandémie mortelle de 2020 a été un révélateur politique. Elle a permis – par ce qu'elle a obligé de faire, c'est-à-dire l'interdiction temporaire de culte public et de rassemblements religieux- de constater combien la pratique religieuse était une affaire d'Etat et combien sa place était importante dans la régulation des sociétés comme des personnes, même les plus sécularisées. La pandémie a révélé que la manière de suspendre ou de ne pas suspendre la vie religieuse en disait long sur les régimes et leur gouvernance, sur les relations Etats-religions, sur les relations des autorités publiques avec leur population et enfin sur leur scrupule ou absence de scrupule légal à les priver facilement de leur religiosité collective, dont la fonction essentielle dans la vie sociale a subitement sauté aux yeux, en brillant par son absence.

Un panorama s'est dessiné, dont nous allons décrire les contours pour en tirer quelques conclusions : pour commencer nous avons vu se dégager un bloc apparemment paisible, celui des pays de concordance, où les autorités civiles et religieuses ont pris de concert la décision du confinement spirituel, soit la suspension du culte public qui a pu s'accompagner de la fermeture des lieux de culte et de l'interdiction du moindre rassemblement religieux, tout en tentant souvent très mal de préserver les rites funéraires (1). Dans ces pays, la convergence a commencé à se déliter à cause de la durée du confinement, à cause des drames humains liés au caractère expéditif et déshonorant de l'accompagnement des mourants et des funérailles et enfin à cause des difficultés pratiques à le terminer.

A côté de ces pays paisibles en façade, se déploie toute une gamme de pays discordants, quant à la nécessité de suspendre temporairement les rassemblements religieux et dont on peut classer les situations en un dégradé négatif : tout d'abord plusieurs pays n'ont pas réussi à imposer de confinement spirituel à des autorités religieuses rétives et des populations contestataires (2). D'autres ont vécu l'inverse : leurs autorités religieuses ont devancé les autorités civiles dans la prise de décisions drastiques et ont poussé ces dernières à prendre enfin leurs responsabilités (3). Il y a eu ensuite des pays cacophoniques, où les autorités politiques, en général fédérales, ont nié la nécessité des formes de confinement et appuyé les groupes religieux qui refusaient de s'y plier (4). D'autres encore où les autorités civiles, par incapacité décisionnelle et préjugé sur la faible virulence de la maladie, ont, en toute absurdité sanitaire, appelé les peuples à prier davantage pour éviter ou stopper l'épidémie. Au bout du spectre, se trouvent quelques rares pays où les autorités civiles et religieuses, mutuellement en déni, n'ont pris ni obéi à aucune mesure (6) ou encore plus rare, ceux comme la Chine dont le poids démographique est colossal, qui ont imposé de manière unilatérale la quarantaine spirituelle à leurs groupes religieux et profité de l'endiguement

sanitaire pour contrôler encore davantage et continuer à discriminer les activités religieuses de leur population (7).

I. Le rassemblement religieux, accusé coupable

Corée du Sud -début février

Depuis Wuhan, la Covid-19 aurait commencé sa propagation hors des frontières chinoises dès le mois de novembre 2020. Cependant, les vacances du Nouvel an chinois (24 janvier- 2 février 2020), ont sans doute accéléré le mouvement en drainant des millions de personnes en direction de ou hors de Chine, même si la ville de Wuhan a été placée en quarantaine le 23 janvier. Les familles du continent et de la diaspora ont profité de ces jours fériés nationaux pour se rejoindre ou pour voyager, là encore malgré les premières fermetures de pays proches aux ressortissants chinois non-résidents (1^{er} février) soit les Etats-Unis, l’Australie, le Vietnam, Singapour et la Mongolie.

Le premier foyer épidémique repéré en Corée du Sud, se situe quelques jours plus tard au sein d’une secte chrétienne dans la ville de Daegu, où une adepte de l’Eglise *Shin cheon ji* a contaminé ses voisins en assistant à plusieurs offices dans la journée du 10 février, alors qu’elle avait de la fièvre. En quinze jours de diffusion circulaire, 483 personnes étaient gravement malades, selon le Centre coréen de contrôle et de prévention des maladies.⁴ Les autorités sud-coréennes se jettent alors sur la trace des 260 000 adeptes de cette secte pour vérifier leur état de santé. A la fin du mois de février, devant la mauvaise volonté de la secte à coopérer avec les autorités sanitaires pour tracer ses adeptes contaminés, les villes de Séoul et de Daego portent plainte contre son fondateur, Lee Man-hee. Poussé par la pression médiatique, celui-ci finit par organiser une conférence de presse le 2 mars, durant laquelle il se met à genoux pour demander pardon à ses compatriotes. D’après le journal *Libération* du 3 avril 2020, 60% des 7500 cas recensés à la mi-mars en Corée avaient un lien avec la *Shin cheon ji*.⁵

Hong-Kong-début février

L’étude de la diffusion du coronavirus dans et depuis le réseau des mouvements évangéliques prosélytes qui touchent la Chine et maillent l’Asie du Sud-est reste à faire⁶. En tout cas, à la bordure sud de la Chine, Hong-Kong a connu également ses premiers cas, à la

⁴ Reportages RFI du 23 février 2020 <http://www.rfi.fr/fr/science/20200223-coronavirus-corée-sud-daegu-secte-contamination> et 24 février 2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200224-corée-sud-coronavirus-à-église>

⁵ Laurent Joffrin, *Dieu et le Coronavirus*, 3 avril 2020, *Libération*

⁶ Le premier mort du coronavirus en Malaisie est le pasteur sino-américain David Cheng, figure de l’Emmanuel Baptist Church d’origine américaine, le 17 mars 2020. <https://www.chretiens.info/religions/christianisme/chretiens/chretiens-de-malaisie/le-pasteur-david-cheng-tue-par-le-coronavirus-cov-19/2020/03/17/19/14/>

mi-février, liés à la pratique religieuse, cette fois-ci bouddhiste. Six pratiquants qui ont passé ensemble le 8 février en dévotion dans le Temple Fook Wai Shin She,⁷ se sont mutuellement contaminés puis ensuite leur famille et voisins, parfois restés asymptomatiques. Ils auraient été les propagateurs du virus heureusement contenu, selon un rapport publié le 25 février par le Centre de la Protection de la Santé de la ville⁸.

Iran, début février

Le démarrage de la contagion en Iran a été similaire à celui de la Corée et de Hong - Kong : le virus a commencé à se propager depuis la ville sainte de Qom qui abrite le mausolée-sanctuaire de Fatima Ma'soumeh, grand pèlerinage chiite. Cette ville est un haut-lieu de formation théologique, avec de nombreuses madrasas où se forment désormais des élèves chinois et ouïgours, envoyés par leur gouvernement afin de contrebalancer les tendances soi-disant terroristes du sunnisme à l'intérieur des actuelles frontières chinoises. Les premiers cas de maladie y ont été décelés à la mi-février, mais ni les écoles, ni le pèlerinage n'ont été fermés et l'épidémie s'est envolée.

France, mi-février

L'exemple français de l'Eglise évangélique la Porte ouverte, née et très implantée à Mulhouse, peut aussi servir d'illustration. On soupçonne qu'un foyer épidémique avait démarré discrètement dans l'est de la France depuis le mois de novembre,⁹ en lien avec la circulation de milliers de touristes chinois en Alsace, venus par l'aéroport de Bâle-Mulhouse-Fribourg. Ils y visitent particulièrement la ville de Colmar, depuis que cette ville est devenue le haut-lieu exotique d'une émission de télé-réalité chinoise. Le rassemblement de 2200 personnes dans l'Eglise de la Porte ouverte pour les célébrations de la « semaine du jeûne » entre le 17 et le 21 février¹⁰, a été particulièrement fatal, comme sans doute le salon Expo habitat qui s'est tenu une semaine avant dans la même ville et qui avait accueilli 23 000 visiteurs. A l'issue de la « semaine du jeûne », 600 personnes avaient été directement contaminées.

Sous-continent indien et Asie du Sud-est, fin février-début mars

Nous pouvons aussi suivre la trace laissée par les différents rassemblements que le mouvement missionnaire islamiste *Tablighi Jamaat* (Association pour la prédication),

⁷<https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/hong-kong-buddhist-temple-becomes-host-to-cluster-of-coronavirus-infections>

⁸ *Ibidem*

⁹ Etude CNRS du Pôle de Santé Publique du CHU de Clermont-Ferrand.

¹⁰ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/07/coronavirus-a-mulhouse-l-eglise-evangelique-la-porte-ouverte-identifiee-comme-un-foyer-important-de-contamination_6032215_3244.html

organisation prosélyte d'Asie du sud-est née en Inde il y a un siècle, a organisé entre la mi-février et la mi-mars 2020 en Malaisie, en Indonésie, en Inde et au Bangladesh.

A Kuala Lumpur, fin février, entre 16 à 20 000 personnes selon les sources, comprenant des Malais de Malaisie et Thaïlande, mais aussi des Bangladais, des Cambodgiens, des Brunéiens, des Philippins de Mindanao et des Singapouriens, se sont retrouvées à l'appel de ce mouvement : 500 cas ont été directement reliés au rassemblement dès la semaine suivante dans la capitale. Deux semaines plus tard, 8 000 membres de ce même mouvement ont convergé dans la province indonésienne de Sulawesi Sud [île des Célèbes]. L'inquiétude en Indonésie avait largement grandi et les autorités leur 'demandent' alors d'annuler, ce que les organisateurs ont refusé, démarrant une épidémie dans l'île¹¹. Le même jour en Inde, alors que les autorités de Dehli ont interdit toute forme de réunions publiques, La *Tablighi Jamaat* reçoit 3400 adeptes à son siège historique, dans le quartier de Nizamuddin, au coeur de la mégapole. Le 25 mars, 2000 personnes s'y trouvent toujours, malgré le confinement, forçant la police à évacuer les lieux (30 mars-1^{er} avril) et à les placer en quarantaine¹². Cette évacuation largement médiatisée a provoqué un énorme scandale dans le pays et un regain d'islamophobie à l'encontre d'une minorité déjà bien stigmatisée¹³. Début avril, plus de 10% des cas d'infection et un tiers des décès liés au coronavirus en Inde sont ceux de participants de cette rencontre et de personnes en contact avec ces participants¹⁴. Enfin, au Bangladesh, le premier mort du coronavirus et les 17 premières personnes testées positives s'étaient rendus auparavant à la célébration organisée toujours par cette même *Tablighi Jamaat* le 19 mars, à Raipur dans le district de Lakshimpur, pour réciter des versets de guérison. Les chiffres du rassemblement, interdit par les autorités, varient de 10 000 personnes (AFP news) à 30 000 (BBC).

¹¹ <https://www.cnews.fr/monde/2020-03-18/indonesie-des-milliers-de-pelerins-musulmans-se-rassemblent-malgre-le-coronavirus>

¹² <https://www.courrierinternational.com/article/religion-en-inde-un-important-rassemblement-musulman-est-lorigine-dun-foyer-epidémique>

¹³ <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/coronavirus-nizamuddin-markaz-india-lockdown-6340969/>

<https://theconversation.com/violences-anti-musulmanes-en-inde-quelle-responsabilite-pour-le-gouvernement-modi-132884>

<https://www.courrierinternational.com/article/discriminations-la-pandemie-exacerbe-la-haine-contre-les-musulmans-en-inde>

¹⁴ Au 9 juin 2020, le gouvernement indien a annoncé l'interdiction d'entrée sur le territoire indien pour les 10 années suivantes aux participants étrangers au rassemblement de la Tablighi Jamaat considéré comme responsable de la maladie en Inde, au grand intérêt du gouvernement hindouiste Modi. <https://www.la-croix.com/Religion/2-500-musulmans-etrangeurs-interdits-sejour-Inde-10-ans-2020-06-09-1201098331>

L'écrivaine indienne Arundhati Roy a lancé un cri d'alarme sur le risque génocidaire qui se développerait en Inde contre les musulmans <https://www.opendemocracy.net/en/arundhati-roy-indian-muslims-facing-genocidal-climate-amid-pandemic/>

Etats-Unis, fin février-début mars

Nous terminons cet aperçu par les Etats-Unis. Deux temps de fêtes ont été des foyers épidémiques, bien avant les premières régulations, le carnaval catholique, au caractère très populaire, souvent désacralisé et touristique, et la fête juive de Pourim, au caractère extrêmement communautaire et familial-amical.

Le Carnaval des populations catholiques, must touristique de nombreuses villes dans le monde, a par chance un calendrier très élastique. Aux Philippines, celui de Panay fait coller la fête de l'enfant Jésus avec des fêtes tribales antiques et il s'est tenu au mois de janvier sans dommage. Au Venezuela, le Carnaval est organisé à la fête de Corpus Christi (juin). En Espagne à Pampelune il est organisé pour la fête de Saint Firmin etc... Cependant, dans la plupart des régions catholiques, les Antilles, Venise, Rio de Janeiro pour les plus célèbres, il se tient bien aux alentours de Mardi gras, le 25 février, veille de l'entrée en Carême. Le Carnaval de la Nouvelle-Orléans a ainsi, comme chaque année, drainé des centaines de milliers de personnes, y compris des missionnaires chrétiens venus y rappeler son caractère religieux, bien oublié des foules. Début mars, la Nouvelle-Orléans s'est retrouvée à l'épicentre de la Cod-19 au sud des Etats-Unis.

Pourim, surnommée le Mardi gras juif, a eu lieu cette année le 9 et 10 mars. A New-York, un foyer de Covid-19 venait de se déclarer dans la communauté orthodoxe de Young Israël, à New Rochelle au nord-est de Manhattan.¹⁵ Elle a compté 108 des 173 cas alors recensés dans l'Etat - dont son rabbin- provoquant un ordre de confinement local de la part du gouverneur Cuomo. Au 10 mars, les autres communautés orthodoxes de la mégapole ont fêté Pourim sans précaution et en réseau avec la communauté de New Rochelle. La fête a multiplié les réjouissances familiales et amicales après un jour de jeûne et une grande cérémonie collective à la synagogue. Dans les jours qui ont suivi Pourim,¹⁶ un nombre disproportionné de juifs orthodoxes, dont de nombreux rabbins, ont été hospitalisés. Le même phénomène s'est produit à Londres nord, en Israël et en France. Dans ce dernier pays, c'est toute la communauté juive française du nord et de l'est qui a été concernée. Joël Mergui, président du consistoire central et du consistoire de Paris, mais aussi de nombreux responsables communautaires et des fidèles ont été hospitalisés. L'établissement de retraite Fondation Rothschild, a perdu un tiers de ses pensionnaires. Au 7 avril, selon le président de la communauté juive de Créteil (Val-de-Marne) cité dans *Le Parisien*, 22 fidèles étaient morts du coronavirus, dont André Touboul, directeur des institutions scolaires Beth Haya Mouchka de Paris, la plus grande école juive d'Europe. Dans l'Est de la France, Maurice Dahan, président du Consistoire du Bas-Rhin, tout comme Elie Cohen, son homologue dans le Haut-Rhin, ont été placés en réanimation. À Strasbourg, 11 des 13 rabbins consistoriaux ont été contaminés¹⁷.

¹⁵ <https://www.npr.org/sections/health-shots/2020/03/10/814099444/new-york-creates-containment-area-around-cluster-in-new-rochelle?t=1585237559670&t=1588337544074>

¹⁶ <https://www.thetimes.co.uk/article/coronavirus-religious-festivities-may-have-proved-deadly-to-community-rtvsqkffh>

¹⁷ Héloïse de Neuville, « Coronavirus : de nombreux responsables communautaires et responsables juifs contaminés », *La Croix*, 7 avril 2020.

En Russie, les synagogues ont toutes été fermées au 25 mars, sur ordre d'Alexandre Boroda, président de la Fédération russe des communautés juives.

II. Interaction des autorités civiles et religieuses dans le confinement spirituel

La suspension de la vie religieuse a fait partie des premières mesures gouvernementales de confinement des populations civiles, mesures prises les unes après les autres pendant le mois de mars. Les formes de ce confinement spécifique ont dépendu de beaucoup de facteurs, mais les deux plus importants ont été la double conviction des autorités publiques et religieuses. Les autorités publiques devaient être convaincues que le virus allait se déployer de manière dramatique au sein de leur population. Les autorités religieuses devaient être également convaincues, selon leur propre conception de la sacralité et l'importance accordée par elles à la vie des personnes face aux exigences spirituelles, de la nécessité vitale de ces mesures, pour autant qu'elles acceptaient l'idée que le virus allait se diffuser à l'occasion de leurs propres rassemblements.

A partir ces deux « attitudes-certitudes », nous voyons se dégager une typologie des situations nationales quant à l'acceptation et la mise en place d'une suspension temporaire des cérémonies religieuses publiques, d'une interdiction temporaire des rassemblements religieux et d'une fermeture temporaire des bâtiments culturels. Cette typologie se départage en quatre grandes catégories, la convergence dans la décision des mesures de quarantaine et son contraire, la divergence sur la nécessité de confiner ; le déni de confinement nécessaire ou son contraire, le confinement répressif sans possibilité de contestation.

La concordance

La certitude mutuelle de la propagation rapide du virus et du rôle du rassemblement religieux dans cette propagation s'est traduite dans un certain nombre de pays par des mesures rapides de suspension du culte public et de fermeture plus ou moins totale des bâtiments, au nom de l'urgence sanitaire, avec l'acceptation de ces restrictions par les autorités religieuses qui l'ont relayée et mise en scène auprès de leurs ouailles. C'est ainsi que le monde stupéfait a pu voir en direct du Vatican la retransmission des liturgies de la Semaine sainte, avec une place et une basilique Saint-Pierre vide et un pape solitaire, y compris durant un chemin de croix crépusculaire au 10 avril, après avoir délivré le 27 mars une bénédiction *urbi et orbi*

exceptionnelle en l'absence de toute âme qui vive, après que le gouvernement italien a déclaré le confinement national.

Arrêt du culte public, fermeture des lieux de culte

Les pays où l'assentiment des autorités religieuses a répondu à la fermeture des bâtiments et à la suspension du culte public, sont assez variés.

Parmi les pays dits musulmans, l'Arabie Saoudite a fermé temporairement ses frontières aux étrangers dès le 27 février, puis toutes ses mosquées le 17 mars en suspendant le petit pèlerinage (oumra) avec l'aval de sa Choura. Elle a annoncé la fermeture de la Grande mosquée de la Mecque, de la Kaba et du maison du Prophète à Médine, lieux saints laissés encore ouverts avec moult précautions et sans étrangers, le 23 avril, soit au commencement du ramadan.

Au Maghreb, les ministères des Affaires religieuses suspendent la prière collective du vendredi à la mi-mars puis décident la fermeture des mosquées, lesquelles ne rouvriront ni les soirs de ramadan (tarawih) ni la nuit du Destin (Laylat Al-Qadr), ni même pour l'Aïd. Les mesures prises ailleurs dans les Etats musulmans sont du même ordre. Les fermetures de mosquées, décidées en mars ou en avril, ont été rallongées jusqu'à la fin du mois de mai, voire le début du mois de juin. Ainsi à Singapour, les autorités ont décidé (avec le Conseil religieux islamique, le Muis) de fermer d'emblée les mosquées jusqu'au 4 mai, c'est-à-dire 11 jours après le début du ramadan et de n'autoriser ensuite leur réouverture qu'avec de fortes précautions de distance, d'hygiène et de limitation du nombre de fidèles, sous peine de re-fermeture. Cependant, dans une partie des pays du Sahel, les décisions publiques de fermeture des mosquées pour la prière du vendredi et pendant le ramadan ont provoqué des émeutes comme au Mali, au Niger¹⁸ et au Sénégal, phénomène que n'a pas connu l'Indonésie, plutôt touchée par la « pratique cachée » malgré les interdictions de rassemblement et aussi de déplacements « sauvages » vers les villages. Une dichotomie entre les autorités religieuses et les fidèles s'est parfois manifestée dans les pays musulmans, car pour ces derniers, le mois de ramadan et les fêtes de l'Aïd confortent la solidité de leur socialité familiale et de leurs relations de voisinage.

En Israël, la fermeture de l'espace aérien début mars par un gouvernement très préventif et la mise en quarantaine des citoyens revenus d'Europe et des Etats-Unis se sont accompagnées d'une interdiction des visites et des voyages vers ou depuis l'étranger pour Pessah, prévus un mois plus tard. Pendant le mois de mars, le gouvernement a resserré son interdiction des rassemblements, passant de plus de 5000 personnes au 4 mars, à 100 puis 10 personnes. L'Etat a décrété le confinement et la fermeture des lieux de culte. A la veille du confinement national, les autorités rabbiniques ont appelé les fidèles à suivre les mesures d'ordre public et permis une dernière prière collective, au Mur des lamentations, pour invoquer la guérison des malades. Le confinement, la fermeture des lieux de prières et d'études, la non-célébration publique ont été respectées en Israël sauf dans les quartiers ultra-orthodoxes nécessitant

¹⁸ <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Coronavirus-Niger-emeutes-contre-linterdiction-prieres-collectives-2020-04-23-12010908241>

l'intervention de l'armée¹⁹, et au sein des populations arabes d'Israël. Pendant la semaine sainte les quartiers et villages chrétiens ont maintenu leurs dévotions même si la fête du feu sacré et les liturgies au Saint-Sépulcre et à la Nativité de Bethléem ont eu lieu sans fidèles. Du côté de l'autorité Palestinienne, les mesures de restriction sont restées lettre morte à Gaza. On a retrouvé cette ignorance de la suspension du culte pour le ramadan et l'Aïd au sein des populations chiites du Liban et d'Irak.

En Europe, Alexis Artaud a recensé les législations d'urgence, suspendant les célébrations religieuses publiques dont nous reprenons ici le tableau.²⁰ Le confinement spirituel total et l'obéissance des autorités à ce confinement a concerné le Danemark, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Slovénie et Chypre, sans incidents notables, du moins dans les commencements avec des autorités religieuses, d'Eglises nationales, comme de groupes minoritaires, tout à fait conciliantes

Arrêt du culte public, maintien sous condition de l'accès aux lieux de culte

La plupart des pays européens ont opté pour une position un peu plus libérale que la précédente, en combinant l'interdiction du culte public avec l'ouverture sous condition des lieux de culte : les autorités religieuses ont été appelées à y « faire la police » elles-mêmes et à vérifier la conformité aux arrêtés qui avaient été pris. Dans ces pays, le contrôle du flux des fidèles et la mise en place des mesures sanitaires ont été de la responsabilité des desservants et des pratiquants eux-mêmes. La France par exemple a émis un décret maintenant l'ouverture des lieux de cultes mais limitant la présence à 20 personnes maximum à l'exception des funérailles (décret du 14 mars). Elle a fini par interdire le moindre rassemblement dans les lieux de culte – laissés ouverts néanmoins- et a réduit à 20 personnes la présence familiale lors des funérailles (décret du 24 mars). De son côté, l'Eglise catholique de France a réduit ou fermé le culte en présentiel aux fidèles, strictement appliqué les consignes de célébration funéraires et, symbole des symboles, fermé le sanctuaire marial de Lourdes, fréquenté par plus d'1 million de pèlerins pendant la semaine pascale. En Lettonie, l'autorisation de rassemblement pour cause de cérémonie funéraire a été admise jusqu'à 50 personnes, sous condition de distance et de mesures d'hygiène précisés dans les arrêtés. Avec l'Italie, la France et la Lettonie, la Grèce, la Roumanie, Malte, l'Estonie, l'Irlande, la Finlande, la Croatie, la Belgique (dont la longue suspension du culte public par arrêté a été confirmé par le Conseil d'Etat au mois de juin), la Lituanie, le Portugal, la Slovaquie et l'Autriche ont opté pour cette solution.

En Asie du Sud-Est, l'Indonésie, plus grand pays musulman du monde, avec 270 M d'habitants, n'a pas décidé lui non plus, la fermeture systématique des lieux de culte pendant son confinement, sauf dans la capitale. Le ministère des Affaires religieuses a émis une circulaire précisant ses directives, pour la prière et le culte durant le mois de ramadan : la forte limitation

¹⁹ <https://www.courrierinternational.com/article/confinement-en-israel-une-ville-ultra-orthodoxe-sous-blocus-militaire>

²⁰ <https://theconversation.com/coronavirus-how-new-restrictions-on-religious-liberty-vary-across-europe-135879>

des rassemblements habituellement organisés, comme les dîners de rupture du jeûne ou les prières obligatoires ont été suspendus. Le porte-à-porte sans déplacement pour le versement de l'aumône a été instauré. Si à Jakarta les mosquées ont été quasiment toutes fermées, dans les provinces beaucoup sont restées en activité pour le ramadan avec des consignes de sécurité : se laver les mains avant et après, amener son tapis de prière, essayer de se mettre à distance les uns des autres. Et grande première dans le monde musulman, Djakarta a envisagé début avril de reporter la fête de l'Aïd, bientôt imité, le 23 avril, par la Malaisie, car les habitants y pratiquent le balik kampung, le retour au village pour fêter ce grand jour en désertant les villes. Finalement la fête de l'Aïd n'a pas été suspendue, mais les déplacements ont été interdits et les rassemblements dans les mosquées très strictement réduits.

Apparemment, les autorités religieuses dans les pays qui ont pratiqué un aménagement minimal ont commencé par accepter les suspensions et l'accessibilité très réduite des bâtiments, au point que les fidèles pouvaient penser les bâtiments fermés. Dans certains pays, le suivisme des autorités religieuses a paru presque exemplaire face aux mesures publiques. Les autorités catholiques, notamment se sont distinguées par leur civisme. Mais elles n'ont pas été les seules. En France, le Grand rabbin Haïm Korsia a multiplié les messages de prévention pour accompagner le premier décret puis le deuxième décret plus restrictif encore dans l'occupation des lieux de culte, limitée aux seuls rituels funéraires. Une campagne réalisée par l'Union des étudiants juifs de France et le Fonds Social Juif Unifié a fait figurer des personnalités du showbiz comme Patrick Bruel et Gad Elmaleh, pour convaincre les fidèles de la nécessité de rester chez eux malgré Pessah.

Autorisation du culte et lieux de culte ouverts

Un dernier équilibre est important à signaler. Il s'agit d'une convergence apparemment plus *light*, où les mesures sanitaires des autorités publiques sont réduites au minimum quant à la pratique religieuse. Les rassemblements sont certes interdits, mais le culte public reste possible et les bâtiments sont ouverts avec une délégation de la surveillance aux autorités religieuses. Ainsi la Suisse, les Pays-Bas, la République tchèque, la Pologne, la Hongrie et l'Espagne ont établi cette solution. Leurs mesures de liberté relative a reposé sur des limites au culte public – parfois aux seuls desservants- et à l'accès des bâtiments (faible nombre de personnes, obligation de distance, non-contact entre personnes, non-contact avec les objets liturgiques, mesures d'hygiène) mais surtout sur la confiance placée dans la bonne volonté des autorités religieuses, catholiques ou protestantes en l'occurrence, à qui a été délégué le travail de dissuasion envers les fidèles, pressés de ne pas se rendre au culte, surtout pour les grandes fêtes.

Tiraillements

Cependant, la rigueur des mesures a fini par provoquer partout la lassitude, même dans les pays les plus libéraux, en montrant toute sa dureté dans l'exception des funérailles²¹.

²¹ Bklyner, Muslims And Jews Struggle To Observe Burial Traditions As Loved Ones Die In The Pandemic, 2 April 2020,

Rapidement, en avril, autorités et populations, notamment dans le monde catholique, en Europe, en Afrique²², dans les Amériques, ont demandé la réouverture du culte public,²³ question que certains populistes ont cherché à récupérer²⁴. Beaucoup se sont indignés du caractère impraticable, voire inhumain et légalement sous-dimensionné de la soi-disant exception funéraire. Couplée aux quarantaines inhumaines, imposées aux personnes âgées à domicile ou dans les centres d'hébergement, couplée à l'interdiction de rendre visite à ses proches, soignés ou en réanimation dans les hôpitaux et ce même à l'article de la mort, l'exception des funérailles dans les lieux de culte n'a permis que des services funéraires croupion. Elle n'a pas évité que des milliers de personnes soient mortes seules, sans consolation spirituelle ni familiale, sans que les proches puissent leur rendre un dernier adieu et accomplissent toutes les étapes de leur propre deuil. Le respect des personnes, mortes et vivantes, n'a pas été le critère pondérant pour favoriser des contre-mesures salutaires à la douleur des familles. Cette tragédie va nécessiter des réajustements dans les priorités du respect de la liberté religieuse.

Variété des discordances

Malgré ses défauts, la solution de la responsabilité mutuelle a eu le mérite de sa clarté. Elle n'a quand même pas été la plus répandue. Dans notre panorama, la divergence de posture entre les autorités publiques et les autorités religieuses est plutôt la règle et elle montre une forte disparité dans la responsabilité de la discordance.

Les autorités religieuses rétives

Tout d'abord, dans le cas où le culte public n'a pas été interdit et où les bâtiments sont restés ouverts, il est intéressant de constater que cette mesure est allée *souvent* de pair avec la certitude qu'une interdiction frontale aurait provoqué une réaction violente. Les Etats se sont alors retrouvés devoir ménager des autorités religieuses sourcilleuses ou indignées, tout en pratiquant le confinement obligatoire des populations et en communiquant de manière répétée sur la dangerosité de toute pratique religieuse collective.

<https://bklyner.com/muslims-jews-funeral-coronavirus/?fbclid=IwAR2QAIYi4PFFDs4aB-zoAPZYMnWuyxKcoAYFyepZHBgH1c5vw1Ex-148RfU>

<https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Coronavirus-musulmans-peinent-enterrer-morts-2020-04-24-1201090970>

France : <https://www.la-croix.com/France/Vive-emotion-autour-linterdiction-recueillir-pres-corps-2020-04-21-1201090400>

²² <https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Monde/En-Afrique-chretiens-musulmans-simpatientent-face-fermeture-lieux-culte-2020-05-11-1201093667>

²³ <https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Monde/Coronavirus-Afrique-question-reprise-cultes-publics-2020-05-18-1201094927> <https://www.ncronline.org/news/quick-reads/italian-bishops-talks-government-post-lockdown-liturgies>

²⁴ <https://www.courrierinternational.com/article/religion-litalie-des-fideles-se-prepare-celebrer-paques-en-streaming>

Dans les pays de tradition orthodoxe, cet exercice d'équilibrisme s'est pratiqué face à des Eglises nationales plutôt divisées entre un ensemble, proche du Patriarcat de Constantinople, qui a accepté l'idée de changer les pratiques le temps de l'épidémie et un autre, plutôt liée au Patriarcat de Moscou, qui a manifesté son hostilité. Face aux incitations de l'Organisation mondiale de la santé, le « bloc moscovite » a fait de la résistance et montré son désaccord initial avec le Patriarche œcuménique de Constantinople, qui a appelé les Eglises de sa communion à arrêter rites et services jusqu'à la fin mars.²⁵ A l'opposé, le Saint-Synode (l'institution collégiale des Eglises orthodoxes sous influence russe) rappelait le 10 mars la sacralité de la communion : « *La participation à la divine eucharistie et à la communion, au calice commun de la vie, ne peut assurément devenir la cause de la transmission de la maladie, car les fidèles de tous les temps savent que la participation à la divine communion, même lors de pandémies, constitue une affirmation effective de l'abandon de soi au Dieu.* »

En Russie, tandis que tous les autres cultes (musulmans, juifs, bouddhistes) ont fermé d'eux-mêmes leurs lieux de culte, l'Eglise orthodoxe russe a fait la sourde oreille. « *Si une loi va à l'encontre de notre foi, notre devoir est de l'ignorer* », déclarait l'archiprêtre Dmitri Smirnov, chef de la commission synodale aux affaires familiales sur la chaîne de télévision russe Spas, le 28 février 2020. Il recommandait alors aux fidèles d'organiser des réunions nocturnes pour éviter les patrouilles de police et concluait comme le Saint Synode : « *Ne pas communier serait une folie : la Peste noire n'a pu être endiguée que lorsque les gens ont commencé à communier (sic). L'ordre des autorités italiennes témoigne de leur profonde ignorance de Dieu. La fin est proche* ».

Les premières recommandations apparaissent néanmoins aux lendemains du Synode sur le portail officiel de l'Eglise orthodoxe russe.²⁶ le baiser liturgique sur le crucifix pouvait être remplacé par une simple bénédiction, l'onction des malades serait appliquée au moyen de cotons-tiges à usage unique brûlés à la fin du rituel, les cuillers servant à donner l'hostie seraient lavées après le passage de chaque communiant, les écoles bibliques dominicales et les centres d'accueil pour paroissiens seraient fermés. Six jours plus tard, l'évêque de Briansk ajournait *sine die* la présentation aux fidèles des reliques de saint Spiridon, pour éviter les baisers prophylactiques. À Lipetsk, un chemin de croix est également annulé, remplacé par des prières. Le 13 mars, lors d'une homélie diffusée sur internet, le métropolite Hilarion de Volokolamsk affirmait : « *[Les autorités civiles] vous ont dit qu'il ne fallait pas sortir de chez vous en cas de symptômes, même pour aller au travail. Et j'ajouterai ceci : ne venez pas à l'église* » !

Les moins convaincus par cette position ont été les monastères, qui sont restés intransigeants en Russie comme en Ukraine sur les pratiques traditionnelles. Le monastère de la Laure des

²⁵ <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/03/19/818392907/eastern-orthodox-church-to-halt-services-until-end-of-march?t=1591778497715>

²⁶ <https://www.lecourrierderussie.com/societe/2020/03/leglise-divisee-dans-la-lutte-contre-le-covid-19/>

Grottes, au centre de Kiev, lieu saint de l'orthodoxie mondiale et siège du patriarcat russe en Ukraine fondé au XIe siècle, a snobé les mesures préconisées mais non imposées par l'Etat²⁷. Son métropolite, Mgr Paul a exhorté les fidèles à « n'avoir peur de rien », à se « précipiter dans les églises » et à se donner des « accolades ». Le monastère a continué ses liturgies publiques sans précaution pendant tout le mois de mars. Au 9 avril une trentaine de ses 250 moines était infectée. Au 13 avril, ils étaient 90 à être malades et 2 étaient morts. Le Métropolite, lui aussi hospitalisé, a fini par reconnaître avoir sous-estimé le problème et décidé de faire appliquer les mesures sanitaires dans les églises orthodoxes-russes, avant d'ordonner l'arrêt du culte au public. A la veille de la Grande semaine de la Pâque orthodoxe, la Laure des Grottes a été mise en quarantaine sous bonne garde. Le Président ukrainien a ordonné l'obligation de porter un masque pour les cérémonies de Pâques, restées autorisées, tout en demandant instamment aux citoyens de ne pas se rendre dans leur église pour l'occasion.

Finalement, en Bulgarie, Grèce, Roumanie, Russie et Serbie les fidèles ont quand même afflué pour célébrer la Pâque orthodoxe, embrasser les icônes ou communier en buvant du vin versé dans une seule et même cuillère tendue par le pape...

Les autorités religieuses incitatives

Dans un cas de figure presque inversé, nous avons constaté que les autorités religieuses pouvaient au contraire anticiper les décisions gouvernementales²⁸ et pousser les autorités à décider des mesures fortes. Très clairement cette posture a été celle de l'Eglise catholique dans tous les pays où elle draine une majorité de la population. Déjà, toutes les célébrations festives/populaires de la semaine sainte avaient été suspendues avec son assentiment dès le début du mois de mars : En Italie, en Sicile, en Espagne, à Malte, aux Philippines et ailleurs dans l'espace catholique luso-hispanique, la tradition des processions confrériques et autres chemins de croix, festivités urbaines et populaires venues du fond des âges méditerranéens, a connu une trêve historique. Séville qui a bâti une grande partie de sa réputation sur ses processions a annulé « sa » Semaine sainte, tout comme Malaga ou Tarragone, au moment même où le gouvernement espagnol annonçait la mise en quarantaine du pays. En Italie, pas moins de 400 chemins de croix locaux ont été suspendus et le Vatican a réorganisé publiquement ses propres célébrations de la Semaine sainte.²⁹

En Amérique latine, l'Eglise catholique a particulièrement anticipé les décisions gouvernementales. Tout d'abord en Colombie, où le virus est arrivé avec une jeune fille de 19 ans, rentrée d'Italie sans se savoir infectée. Elle s'est rendue à une messe dominicale le 1er mars, à l'église Casa sobre la Roca de Bogota. L'Institut colombien de la santé a recensé au

²⁷ <https://www.lefigaro.fr/international/un-celebre-monastere-ukrainien-devient-un-foyer-d-infection-au-coronavirus-20200409>

²⁸ Catholic Church –Bishops Conference of England and Wales, *Coronavirus guidelines*, <https://www.cbcew.org.uk/home/our-work/health-social-care/coronavirus-guidelines/>
German Catholic Church <https://www.kirche-und-leben.de/artikel/experte-eltern-sollten-kindern-die-corona-krise-erklaeren/>

²⁹ Rome modifies Holy Week Liturgies for Covid19 Pandemic, 21 March 2020, Patheos <https://www.patheos.com/blogs/labmind/2020/03/rome-modifies-holy-week-liturgies-for-coronavirus-pandemic.html?>

moins cent fidèles de cette paroisse contaminés ce jour-là. Dans ce pays à forte pratique qui compte 6 864 églises évangéliques et 4 000 paroisses catholiques, ce sont les diocèses qui ont pris les premières mesures drastiques. Alors que les pouvoirs publics autorisaient encore les rassemblements ne dépassant pas 50 participants, l'archidiocèse de Bogotá a suspendu tous les offices publics à l'exception des messes d'enterrement ou d'anniversaire, célébrées en petit comité, les fidèles devant entrer par une porte latérale. Le cardinal Rubén Salazar, pour convaincre les fidèles qui persistaient à vouloir se rassembler, leur a demandé de prendre exemple sur le pape confiné ! Finalement les célébrations publiques ont été suspendues par le gouvernement le 23 mars et le confinement général imposé. La fin des mesures sanitaires a été fixée par le Président colombien au 13 avril, soit au lendemain des fêtes de Pâques, incluant toutes les cérémonies de la semaine sainte. A la fin du mois d'avril, la Colombie semblait avoir évité la catastrophe. Elle ne comptait « que » 7000 cas et une courbe en forme de plancher.

Pareillement au Nicaragua, l'Eglise catholique a demandé début mars aux croyants les plus vulnérables – “les plus de 60 ans, les femmes enceintes et les enfants” – de ne pas se rendre en personne aux messes et aux processions, et de les suivre depuis leur domicile sur les réseaux sociaux ou par l'intermédiaire des médias. Mais en réaction, le gouvernement sandiniste a encouragé le contraire. Il a appelé la population à participer aux événements de la Semaine sainte et au Plan Verano 2020 [“Plan été 2020”, destiné à promouvoir le tourisme] promu par la vice-présidente Rosario Murillo. Le samedi 14 mars, le pouvoir nicaraguayen organisait même une “marche de l'amour au temps du Covid-19”, censée montrer qu'il n'y avait pas de danger, marche à laquelle ni président Daniel Ortega ni la vice-présidente n'ont finalement participé.

Prières communes

On constate cependant, que les autorités civiles ont pu, dans un paradoxe qui ne manque pas de saveur, répondre aux incitations de prudence des autorités catholiques, par des mesures de police sanitaire, tout en invoquant l'intercession divine pour éloigner le fléau. Ainsi, lors d'une conférence de presse du gouvernement, le Salvadorien Nayib Bukele a appelé les croyants à prier pour le pays : « *Je sais que c'est un État laïque, mais nous avons beaucoup de croyants, à ceux qui le sont, je vous demande que nous demandions à Dieu de les aider à faire face à ce problème* ». Au Paraguay, le dirigeant Mario Abdo Benítez a invité sur les réseaux sociaux les familles confinées « *à ne pas oublier le domaine spirituel* ». « *Le pouvoir de la prière, j'en suis sûr, va protéger la nation* », a-t-il ainsi déclaré. Même le président uruguayen Luis Alberto Lacalle Pou a participé à une prière interreligieuse, convoquée par le cardinal Daniel Sturla, archevêque de Montevideo. Le pays fait pourtant figure d'exception dans le paysage religieux en Amérique latine pour son attachement plus fort au principe de laïcité. Son président a souligné que certes l'État était laïque, mais pas laïciste et que donc « *toutes les initiatives en faveur de la nation et du pays (étaient) les bienvenues – religieuses, laïques, toutes* ». ³⁰

³⁰ <https://www.courrierinternational.com/article/amerique-latine-cette-foi-qui-nous-sauvera-du-coronavirus>

Double cacophonie

A l'inverse de cet unisson dans l'espérance d'une intercession divine néanmoins accompagnée de prudence sanitaire, l'exemple nicaraguayen nous permet de présenter le cas de figure difficile de la cacophonie interne. Cacophonie entre autorités publiques et cacophonie entre autorités publiques et groupes religieux. Cette configuration s'est malheureusement retrouvée dans les pays fédéraux américains, avec du moindre au pire, le Mexique, les Etats-Unis et surtout le Brésil.

Au Mexique, les églises ont continué un temps à faire le plein tous les dimanches, jusqu'à la concertation sanitaire de la Conférence épiscopale pendant le mois de mars.³¹ Cependant, au 15 mars, la basilique Notre-Dame de Guadalupe de Mexico, grand lieu de pèlerinage, était toujours pleine à craquer. Alors que certains Etats du Mexique avaient décidé de suspendre le culte public, comme celui de Mexico le 21 mars, le Président affirmait sereinement que le chemin de croix d'Iztapalapa, véritable institution nationale, serait maintenu pendant la Semaine sainte. Celui-ci a, durant tout le mois de mars, continué à multiplier bains de foule et abrazos en brandissant aux journalistes des amulettes et que des trèfles à six feuilles, ses seules armes contre le virus. Il a longtemps incité la population à supporter l'économie locale en continuant de sortir et de fréquenter les restaurants. Les répercussions économiques pouvant être, selon lui, plus dévastatrices que celles de la pandémie. Son attentisme a empêché la mise en place de mesures d'urgence nationale jusqu'au 30 mars, où alors, presque du jour au lendemain, le gouvernement fédéral s'est précipité et a décrété le confinement national et la suspension de toutes les célébrations religieuses publiques, y compris celles de la Semaine sainte à Iztapalapa, et ce jusqu'aux lendemains de Pâques, à l'exemple de la Colombie.

La situation aux Etats-Unis est sans doute la plus documentée et commentée et la question participe de l'interrogation générale des commentateurs sur une gestion quelque peu désordonnée de la crise sanitaire. Selon l'angle que l'on adopte, ce désordre est un signe de la vitalité de cette grande démocratie complexe ou au contraire un révélateur de ses dysfonctionnements. Une partie des Etats a décidé à la mi-mars le confinement général y compris religieux avec l'assentiment interconfessionnel des responsables institutionnels³², mais d'autres ne l'ont pas décidé, parce qu'ils n'avaient pas encore de contamination et les rassemblements religieux y ont donc continué. Dans les Etats confinés, une discussion est cependant rapidement apparue sur le caractère particulier de la foi comme nécessité vitale et sur la dimension collective de la liberté religieuse, première des libertés. Il n'était pas possible d'empêcher les gens de pratiquer ensemble. Si les Eglise mainstream, comme l'Eglise catholique et les églises historiques presbytérienne, épiscopaliennne et luthérienne ont maintenu leur position civique parfois en critiquant les politiques de rapide déconfinement³³,

³¹ <https://www.ncronline.org/news/quick-reads/new-mexico-diocese-let-small-number-people-attend-mass>

³² Brian Adams, Why faith communities are key partners in planning for a coronavirus outbreak, 12 March 2020, ABC net, <https://www.abc.net.au/religion/faith-communities-and-the-coronavirus/12050700>

³³ <https://www.washingtonpost.com/religion/2020/05/21/minnesota-catholic-lutheran-defy-walz-reopen-coronavirus/>

tout comme les autorités musulmanes³⁴, juives et bouddhistes, des groupes issus de la nébuleuse évangélique, pentecôtiste (notamment dans les rangs des charismatiques dominionistes et du *Prosperity Gospel* ont pu bruyamment contester l'interdiction des rassemblements et appeler leurs fidèles à venir célébrer, certains de la protection du ciel³⁵.

Du fait d'une pression grandissante au nom de la liberté religieuse pour l'exemption de pratique, un certain nombre de gouverneurs ont finalement accepté des dérogations au confinement général en faveur des rassemblements religieux, tandis que le Président des Etats-Unis prenait à partie les journalistes, dans sa conférence de presse du 18 avril, sur l'injustice à cantonner la pratique des chrétiens quand les musulmans auraient eu (selon lui) le droit de le faire. Il a laissé entendre, sans plus de fondement, que les musulmans célébrant le ramadan qui allait commencer, ne seraient pas soumis aux mêmes règles de distanciation sociale que les chrétiens le jour de Pâques. *"J'ai constaté une grande disparité dans ce pays, ils s'en prennent aux églises chrétiennes, mais pas aux mosquées."* Ce vent de zizanie présidentiel, porté également par l'ultra-droite³⁶, n'a pas caché cependant l'autre grande bataille menée par les Centres fédéraux de contrôle des maladies et épidémies (les CDD) sur les mesures de précaution et les guides à usage des lieux de culte et qui ont demandé à retarder la réouverture des lieux de culte, même après les décisions de déconfinement³⁷

Au Brésil, la tragédie l'a disputé à la farce. Nous avons assisté à la magistrale attitude de déni d'un Président fédéral accouiné à une nébuleuse néo-pentecôtiste et affairiste, cherchant à déstabiliser les gouverneurs légitimes de ses Etats, lesquels ont tous pris des mesures de confinement et de restriction des rassemblements religieux et ont reçu l'assentiment de l'Eglise catholique, des institutions juives et musulmanes et de la plupart des Eglises évangéliques. Une clique religieuse néo-pentecôtiste et de type sectaire a poussé Jair Bolsonaro – rebaptisé en 2016 dans les eaux du Jourdain par un pasteur de cette mouvance et déclarant que Dieu et la chloroquine sauveraient le pays- à appeler à la fin immédiate du confinement. Elle a colporté l'idée, reprise par le président, que la pandémie n'était qu'une "hystérie". Parmi eux, le puissant Edir Macedo, fondateur de l'Eglise universelle du royaume de Dieu (1,8 million de fidèles), expliquant que le virus était une « tactique » de Satan et des médias pour semer la terreur et que les fidèles devaient lire la Bible au lieu de se renseigner sur le virus. Dans une vidéo diffusée par WhatsApp, finalement supprimée, le pasteur affirmait que derrière coronavirus se cachaient des intérêts économiques. Macedo a supprimé son

³⁴ National Muslim TaskForce, North America, Statement on COVID-19, 18 March 2020

http://www.isna.net/wp-content/uploads/2020/03/National-Muslim-Task-Force-Statement-on-COVID-19_03-18-2020.pdf

³⁵ The US Churches and Pastors Ignoring Stay at Home Orders, *The Guardian*, 5 avril 2020.

<https://www.theguardian.com/world/2020/apr/05/coronavirus-churches-florida-social-distancing>
<https://theconversation.com/covid-19-aux-e-u-comment-certains-predicateurs-ont-ils-reagi-face-a-la-menace-de-pandemie-134759>

³⁶ <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-armes-religion-et-confinement-pourquoi-ultradroite-se-rebiffe-aux-etats-unis>

³⁷ https://www.washingtonpost.com/health/reopening-guidance-for-churches-delayed-after-white-house-and-cdc-disagree/2020/05/20/36a81f8e-9aec-11ea-89fd-28fb313d1886_story.html
<https://www.washingtonpost.com/health/white-house-and-cdc-remove-coronavirus-warnings-about-choirs-in-faith-guidance/2020/05/28/5d9c526e-a117-11ea-9590>

propre enregistrement de ses comptes sur les réseaux sociaux, avant d'en diffuser un autre, où il demande aux évangéliques de ne pas chercher sur la pandémie informations ou recommandations médicales, mais de lire la Bible.³⁸

Jusqu'à la deuxième semaine de mars, les plus grands pasteurs du pays continuaient de proposer leurs services comme si de rien n'était des impositions de confinement. Aligné à ces pasteurs, Bolsonaro a décrété la Journée nationale de jeûne et de prière début avril, singeant certains de ses voisins, afin que les Brésiliens soient « *délivrés de ce mal le plus rapidement possible* », à la demande d'un groupe de pasteurs évangéliques³⁹. Il est allé en justice pour demander que les cultes religieux soient inclus comme « service essentiel ». Cette situation, exceptionnelle, montre surtout l'influence prise par des entrepreneurs néo-pentecôtistes en expansion, qui possèdent des médias et sont dans la politique : ils prêchent des contre-vérités sur le virus dans leur église, ils inondent le public de fausses informations à partir de leurs réseaux et enfin ils ont une grande responsabilité dans les mesures prises - ou non prises - pour combattre l'épidémie.

Prier plutôt que confiner : les adeptes du déni

Nous voici face à un dernier ensemble de pays, qui pour des raisons structurelles différentes, le manque de moyens publics pour les uns, l'instrumentalisation religieuse du pouvoir pour les autres, ont décidé de ne rien faire (ou très peu) et de laisser la providence sauver leur population, en profitant en quelque sorte de sa crédulité. Cette convergence dans le déni - l'épidémie ne va pas se propager, on n'a pas à prendre de mesures- on n'entrave pas la glorification de Dieu, les rassemblements religieux ne sont pas contagieux, au contraire, la foi sauvera les croyants- a puissamment contribué au développement du virus.⁴⁰

Ainsi à la mi-mars, le président guatémaltèque Alejandro Giammattei a demandé sur la chaîne de télévision nationale au peuple de s'unir pour une journée de prière et de jeûne face à la pandémie du Covid-19, en implorant la bénédiction de Dieu pour le pays. Même scénario au Honduras, où le président Juan Orlando Hernández a invité – en direct à la télévision nationale du Honduras (TNH) et à partir de sa page Facebook – ses concitoyens à jeûner et à prier lors de la « Grande journée de prière pour la santé et l'unité du peuple hondurien ». En Équateur, les dirigeants de la ville de Guayaquil, foyer épidémique du Covid-19 du pays, ont désigné la journée du dimanche 5 avril pour implorer Dieu face à la situation sanitaire calamiteuse de la ville et à l'expansion du virus dans le pays. Le président Lenín Moreno a invité les Équatoriens à s'unir en prière « indépendamment de leur croyance », car « la foi déplace les montagnes et que pour un croyant qui prie, rien n'est impossible ».

Plus loin, sur le continent africain, d'autres responsables politiques ont usé d'un tel langage. Ainsi la Tanzanie : Qu'importe que des premiers cas de Covid-19 aient été recensés dans son pays, le dimanche 29 mars, comme tous les dimanches, John Magufuli, le président tanzanien, s'est rendu à la messe dans la capitale, Dodoma, et à la sortie il a déclaré à ses compatriotes

³⁸ <https://www.courrierinternational.com/article/amerique-latine-cette-foi-qui-nous-sauvera-du-coronavirus>

³⁹ <http://www.open-diplomacy.eu/blog/bolsonaro-covid19-bresil-brazilia-coronavirus>

⁴⁰ <https://theconversation.com/virus-religion-et-politique-dieu-appelle-au-secours-de-lamerique-latine-137121>

inquiets : *“Dieu se trouve dans ces lieux sacrés, alors le satanique coronavirus ne peut pas survivre ici. S’il entre, il brûle. C’est pour cela qu’il ne faut surtout pas vous inquiéter »*⁴¹. John Magufuli a ensuite encouragé ses compatriotes à se rendre à l’église ou à la mosquée. Ces déclarations ont suscité un tollé au sein de l’opposition tanzanienne, qui a dénoncé la négligence coupable du président. « Ne contredisez pas la science, cette maladie est vraiment dangereuse », a déclaré l’opposant Zitto Kabwe, sommant John Magufuli de fermer les lieux de culte au plus vite pour enrayer la propagation de la maladie. Magufuli n’en a rien fait, ni n’a pris non plus d’autres mesures, si ce n’est fermer un temps quelques lieux publics.

Cependant, c’est l’Iran qui a été le plus loin dans le laissez aller laissant son pays devenir l’un des plus touchés par la pandémie. Quand bien même les médias ont commencé à révéler que Qom était la porte du virus, l’ayatollah responsable du mausolée a refusé d’interrompre le culte en expliquant que le sanctuaire était une « maison de guérison ». Un autre dignitaire iranien a déclaré au bon peuple que le virus ne pouvait pas frapper les musulmans, avant d’être lui-même atteint. Non seulement certains directeurs d’écoles théologiques de Qom ont refusé de les fermer, mais ils n’ont pas hésité à faire la promotion de la médecine islamique pour se débarrasser du virus, concept inventé par l’ayatollah irano-irakien Abbas Tabrizian. Au 31 mars, l’Iran déclarait officiellement 3000 nouveaux malades par jour. Au 2 juin 2020, les chiffres sont restés identiques et la population contaminée était estimée à déjà 170 000 personnes, selon le porte-parole du ministère de la Santé, Kianouche Jahanpour à la télévision d’Etat⁴². Bien que l’Etat justement se soit décidé à fermer temporairement les sanctuaires de Machbad et de Qom et à annuler les prières du vendredi dans les mosquées fin mars, ces interdictions n’ont pas été respectées et la plupart des responsables de mosquées ont ignoré cet ordre et maintenu le culte. L’Iran a traversé le ramadan dans cet entre-deux, où le pouvoir n’a pas cherché à faire appliquer ses ordres de confinement en matière religieuse et a levé progressivement les restrictions à partir d’avril.

Ce « laxisme » doit aussi se regarder à la lumière de la légitimité religieuse du régime officiellement islamiste, lequel compense comme un moyen facile la souffrance du peuple iranien par la soupape religieuse. Et surtout, cette attitude se conjugue avec un total déni sur l’origine géographique de la propagation. En Irak voisin, le chef de l’Armée du Mahdi, le chiite irakien, Moqtada al-Sadr, s’est chargé d’identifier les causes de la pandémie : il a assuré dans un tweet : *« L’une des choses les plus épouvantables qui ont causé cette épidémie est la légalisation du mariage gay. »* Sadr a demandé à *« tous les gouvernements d’abroger cette loi immédiatement et sans aucune hésitation »*. Et c’est en véhicule blindé que ses partisans ont forcé le barrage du quartier de Sadr City, établi par l’armée irakienne pour protéger Bagdad de la pandémie.

⁴¹ <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/fake-news-face-un-virus-satanique-le-president-tanzanien-encourage-aller-leglise>

⁴² <https://www.leparisien.fr/societe/coronavirus-l-acceleration-de-la-propagation-se-confirme-en-iran-03-06-2020-8329092.php>

Répression

Il y a enfin un pays pour qui la politique de lutte contre le coronavirus a conduit à un étouffement complet – mais mal documenté- de la pratique religieuse et à un retour de la répression religieuse. Il s'agit de la Chine. Depuis le premier ordre de confinement de Wuhan le 23 janvier, les autorités politiques provinciales ont obligé les cultes à fermer leurs bâtiments et interdit tous les regroupements religieux sans aucune négociation. Nous ne savons pas comment ont été gérés les rites funéraires cet hiver, mais nous savons que, malgré le déconfinement, la fermeture des bâtiments était maintenue au mois de juin. Le 1er mai, une nouvelle réglementation controversée sur "l'unité ethnique" est entrée en vigueur dans la Région autonome du Tibet (RAT). Les "Règlements sur l'établissement d'une zone modèle pour l'unité ethnique et le progrès dans la région autonome du Tibet" ont été adoptés par le Congrès du peuple de la RAT le 11 janvier dernier et sont donc appliqués alors que les temples bouddhistes tibétains restent fermés. A l'autre bout de la Chine, l'évêque de Wenzhou a disparu à la veille de Pâques. Une directive du gouvernement chinois a été transmise aux institutions catholiques de la province de Zhejiang le 29 mai, pour autoriser la reprise des cultes à condition que les prêtres enseignent le patriotisme à leurs fidèles... Il est fort probable que les rassemblements privés qui ont pallié la fermeture maintenue des lieux de culte malgré le déconfinement, vont être taxés d'églises clandestines et qu'une nouvelle vague de répression va s'abattre. Elle profitera de cette interdiction générale de tout culte public promulguée en février dernier, alors que la Chine était fermée, et qui risque de durer.

CONCLUSION

En conclusion, quand on fait le bilan des restrictions imposées aux religions entre mars et juin 2020 pour cause de pandémie – suspension du culte public, fermetures ou aménagements drastiques des lieux de culte, changements des pratiques- on peut affirmer qu'il n'y a pas eu de contestation religieuse globale contre les mesures de restrictions⁴³, mais des points de friction dans des pays où les minorités religieuses sont aussi en situation de discrimination et résistent au pouvoir officiel comme en Israël.

Une forme d'exaspération s'est néanmoins généralisée quand les mesures de déconfinement ont tardé à libérer le culte public et plus en amont, quand il s'est avéré que la mort par coronavirus entraînait des pratiques sans éthique, dans lesquelles l'exception des funérailles n'a même pas été appliquée. Une réflexion globale sur le droit à une mort non seulement digne mais aussi protégée dans ses étapes sacrales, depuis l'agonie jusqu'à la mise en terre ou l'incinération, risque d'occuper avec raison une bonne partie des débats futurs entre juristes et journalistes.

A l'inverse, on peut aussi affirmer qu'il n'y a pas eu non plus de guerre antireligieuse de la part de pouvoirs publics qui auraient profité de l'épidémie pour contrôler encore davantage leurs

⁴³ A titre d'exemple, le Conseil Français du culte musulman a continué à appeler les croyants à la prudence et à éviter les mosquées pour la fête de l'Aïd et les a également appelés le 11 juin à différer leur projet de pèlerinage à la Mecque pour 2021. <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/musulmans-France-invites-pas-faire-hajj-cette-annee-2020-06-12-1201099449>

groupes religieux, sauf dans les pays non démocratiques comme la Chine et très certainement la Corée du Nord. Mais que peut produire à terme un tel étouffement sur les régimes eux-mêmes ?

Entre ces deux polarités, nous avons trouvé beaucoup de tensions, de confusion, d'attentisme ou de manipulation. Aux extrémités du spectre, le déni parfois stupéfiant de pouvoirs politiques instrumentalisant la crédulité de leurs citoyens pour justifier leur inaction ou leur refus du confinement, comme au Brésil, a fait écho au déni des groupes religieux radicaux qui ont instrumentalisé leur résistance aux autorités légitimes pour mettre en valeur leur intégralisme, comme aux Etats-Unis. De la sorte, nous pouvons dire que le coronavirus a mis en évidence le très grand rôle des autorités civiles dans la régulation des religions, et l'importance de leur concertation avec les autorités religieuses. Par ailleurs, la vie religieuse a trouvé un nouveau vecteur dans la communication numérique. Même si cette dernière est utilisée depuis longtemps par des milliers d'acteurs religieux, le caractère systématique de son usage pendant la pandémie est à lui seul un bouleversement anthropologique dont on ne sait pas encore s'il était seulement temporaire ou substitutif ou s'il est appelé à devenir un nouveau mode de la pratique religieuse.